

La France 29^{ème} sur les 33 pays de l'OCDE pour sa part d'investissement éducatif dans les dépenses publiques.

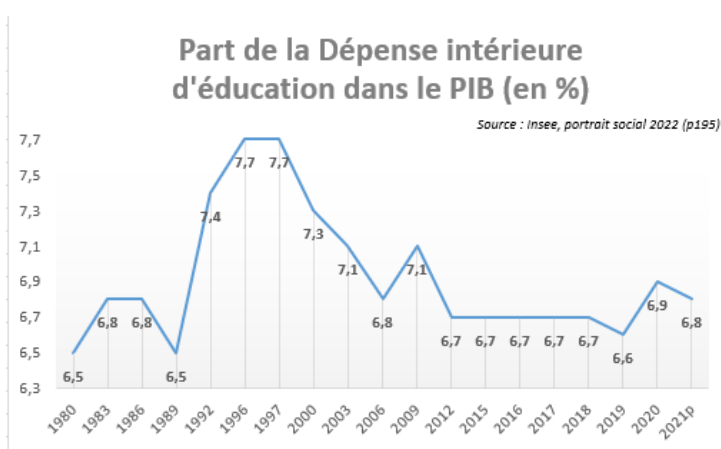
🚩 L'évolution de la Dépense Intérieure d'Education (DIE) révèle une baisse tendancielle de l'investissement éducatif dans notre pays.

Les données issues du portrait social de l'Insee (note du 22/11/2022¹) font état d'une DIE de 168,8 Mds d'€ pour 2021. Si l'on compare la DIE au PIB, il faut noter qu'elle représente 6,8% de la richesse produite, contre 6,9% en 2020 (mais le PIB ayant chuté en 2020 avec la crise Covid, la comparaison est à relativiser).

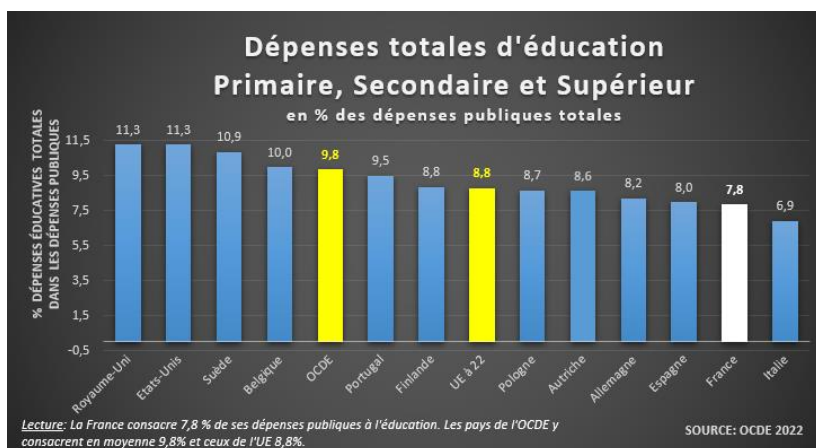
En revanche, ce qui apparaît comme une tendance lourde, c'est la baisse tendancielle d'investissement pour l'éducation.

En effet, avec 6,8%, c'est quasiment toujours un point de PIB de moins par rapport à 1995 où la DIE s'élevait à 7,7 % du PIB, alors que nous avons intégré depuis bien plus d'exigences (individualisation, inclusion, orientation...) et plus d'élèves, d'étudiant.es en 2021 que dans les années 1990.

Si la France avait consacré en 2021 le même pourcentage de PIB qu'en 1997, il y aurait eu 22,5 milliards d'investissements supplémentaires...soit plus d'un quart du budget de l'Education Nationale (le Budget du MEN prévu pour 2022 étant de 78 Mds pensions comprises).



🚩 Ensuite, si l'on regarde la part des dépenses d'éducation parmi le total des dépenses publiques, on s'aperçoit que la France fait pâle figure au niveau en Europe. Avec 7,8% du total (en baisse par rapport à 2021, alors que cela augmente dans la moyenne des pays de l'UE) de ses dépenses publiques pour l'éducation, la France est bien loin derrière les pays de l'OCDE qui y consacrent en moyenne 9,8% et ceux de l'UE, avec 8,8%.



La France se classe ainsi 29^{ème} (en perdant 2 places par rapport à 2021) sur les 33 pays de l'OCDE ayant publié des chiffres²...

En revanche, la France occupe toujours les 1^{ères} places dans la stigmatisation des précaires et dans l'inégalité de répartition de richesses !

D'un côté : l'explosion des personnes basculant dans la pauvreté ; et de l'autre : des richesses qui explosent encore et toujours avec, selon Challenges, un patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France augmentant encore en 2022, après une explosion de + 30% en 2021, et « dépasse désormais la barre symbolique des 1.000 milliards d'euros... »³.

Mais le gouvernement semble plus enclin à réduire les allocations-chômage (alors qu'il y a officiellement 10 demandeur.euses pour 1 offre vacante⁴) et à gouverner de façon arbitraire par 49-3 qu'à lutter contre ces inégalités et contre l'évasion fiscale qui reste estimée à 80-100 Milliards/an en France...

Autant de moyens qui font défaut aux services publics et à la protection sociale. Plus que jamais, d'autres choix socio-économiques s'imposent, que nous devons porter plus haut et plus fort.

¹ [Dépenses d'éducatives – Portrait social de l'Insee, 22/11/22](#)

² [Ocde, Regards sur l'Education, 2022 \(p311\)](#)

³ [Challenges, 06-07-22, Classement des 500 Fortunes professionnelles de France : le cap de 1.000 milliards d'euros cumulés franchi](#)

⁴ Hadrien Clouet, 2022, [Emploi non pourvus, une offensive contre le salariat](#)